XIX COSAC - VIENNE - 23 et 24 NOVEMBRE 1998

La mode de fonctionnement futur de la COSAC à la lumière du Traité d'Amsterdam

Intervention de M. Renzo IMBENI, Vice-Président du Parlement européen

La réunion de la COSAC qui s'est tenue à Dublin en novembre 1996 a marqué un changement important dans la vie-même de la COSAC.

C'est à Dublin, en effet, que pour la première fois dans son histoire, la COSAC a adopté à l'unanimité, comme le prévoit son règlement, un texte d'une signification et d'une portée politique particulièrement importantes.

Jusqu'à ce moment, la COSAC avait procédé uniquement à des modifications de son propre règlement. Importantes, certes, et en particulier celle qui permettait aux représentants des pays candidats à l'adhésion de participer aux réunions, mais non comparable aux conclusions de Dublin.

Les conclusions de Dublin ont indiqué:

- la volonté de renforcer la Déclaration 13 du Traité de Maastricht sur les Parlements nationaux;
- une volonté d'amélioration de son propre fonctionnement;
- la volonté d'assumer une importance politique plus marquée grâce, en particulier, à l'examen des questions relatives au deuxième et au troisième piliers et aux droits des citoyens.

La valeur des Conclusions de Dublin a été reconnue par les négociateurs de Protocole du Traité d'Amsterdam sur le rôle des Parlements nationaux. Le Protocole officialise la COSAC jusqu'alors ignorée par les textes de l'Union européenne.

Avec l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam, la COSAC devra donc avoir un rôle plus marqué et plus incisif dans le processus législatif de l'Union européenne.

Le Traité d'Amsterdam place la COSAC dans une relation nouvelle et plus qualifiée par rapport:

- aux gouvernements nationaux qui peuvent, de commun accord, lui transmettre des projets d'actes;
- aux institutions de l'Union, y compris le Parlement européen, auxquelles la COSAC peut transmettre des contributions;
- aux actes législatifs de l'Union.

Il est donc évident qu'avec le nouveau Traité, la COSAC entre dans une dynamique nouvelle.

Dès aujourd'hui, nous devons donc nous demander comment améliorer le fonctionnement de la COSAC dans le respect des indications du Protocole et en particulier de son dernier paragraphe qui indique que "les contributions soumises par la COSAC n'engagent d'aucune façon les Parlements nationaux et ne préjugent en aucun cas de leur position".

Ce paragraphe est d'une importance certaine, puisqu'à travers lui, on a voulu souligner que la COSAC reste un forum d'échanges et non une institution. Du reste, ce paragraphe trouve son origine justement dans les Conclusions de Dublin et donc dans la volonté même de la COSAC.

Le rôle de la COSAC devra être consacré, plus que par le passé, aux questions de caractère législatif plus qu'aux débats de caractère général.

Par la création en fait de réunions à périodicité fixe de certaines commissions spécialisées et pour autant que les participants ne soient pas les mêmes, il est évident que de tels débats de caractère général qui se tiennent dans le cadre de la COSAC perdent en partie de leur signification.

L'instrument principal afin que la COSAC puisse suivre avec attention le processus législatif de l'Union est le programme législatif annuel qui permet d'avoir dès la fin de l'année, une vision précise de propositions qui seront présentées par la Commission européenne et sur lesquelles se concentrera l'action législative du Parlement européen et du contrôle sur les exécutifs de chaque Parlement national.

La COSAC pourra examiner le programme législatif durant sa seconde réunion de l'année qui devra donc se tenir une fois le programme législatif élaboré par la Commission européenne.

Cette réunion permettrait aux Parlements nationaux et au Parlement européen de procéder à un échange de vues approfondi en déterminant des points de force sur lesquels concentrer l'attention et les faiblesses auxquelles apporter remède.

La COSAC pourrait ensuite adresser aux institutions, Conseil, Commission européenne et Parlement européen, comme prévu par le Protocole, sa propre contribution au programme législatif.

Par ailleurs, la COSAC devrait toujours exercer une action de monitoring sur le programme législatif. Cet examen devrait se dérouler au cours de la réunion COSAC de la première partie de l'année et se terminer au cours de la deuxième réunion de l'automne.

La concentration des travaux de la COSAC sur les questions législatives ne signifie toutefois pas que ses débats ne doivent pas se tenir sur les grands thèmes d'actualité et sur les grands défis qui se posent à l'Union européenne.

L'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam est désormais proche et les dispositions de son Protocole sur les Parlements nationaux et sur la COSAC ont nécessairement une incidence sur le règlement même de la COSAC.

Je pense toutefois qu'il serait important de créer un groupe de travail formé par la Troïka et par le Parlement européen, lequel groupe de travail pourrait proposer des amendements au règlement.

Je crois que si nous trouvions un accord sur ce point, nous pourrions mettre sur pied ce groupe de travail au plus tôt afin que la prochaine COSAC sous Présidence allemande puisse examiner les propositions d'amendements.